



Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUL, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Renaud CALVAT, Audrey LLEDO, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Finances - Taxe de séjour intercommunale - Modification

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité compétente en matière de promotion du tourisme sur l'ensemble de son territoire. L'une des premières mesures concrètes de la gestion de cette compétence a été, au 1^{er} janvier 2016, la création d'un office de tourisme métropolitain. Désormais, la Métropole a pour objectif de développer une stratégie et des actions touristiques communes à l'ensemble du territoire, basées sur les spécificités et les richesses matérielles et immatérielles de chacune des composantes de ce territoire. Le tourisme est à ce titre, l'un des 7 piliers du développement économique territorial de la Métropole et un des axes de coopération proposés au pôle métropolitain. L'objectif est de renforcer l'attractivité de cette destination dans un contexte touristique de plus en plus concurrentiel.

Plusieurs actions sont actuellement conduites en ce sens parmi lesquelles :

- le lancement d'une concertation partagée dans le cadre de l'élaboration de la charte de signalétique touristique et du schéma de développement et d'aménagement touristique et de loisirs ;
- la conduite de plusieurs études stratégiques notamment pour le développement et la structuration de l'œnotourisme, la mise en tourisme de la culture contemporaine ou encore des sports et loisirs de nature ;
- la promotion du territoire à plusieurs événements BtoB notamment en Allemagne, en Chine et en Russie ;
- l'élaboration d'une plateforme en ligne permettant aux professionnels de l'hébergement de connaître en amont les événements majeurs programmés sur le territoire.

Afin de contribuer au financement des infrastructures et équipements touristiques du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole a institué une taxe de séjour intercommunale à compter du 1^{er} janvier 2018 pour toutes les structures d'hébergement, par délibération n°14854 du 27 septembre 2017. Elle s'applique sur l'ensemble des communes du territoire à l'exception de la commune de Lattes, qui a souhaité en conserver la gestion.

La loi de Finances rectificative pour 2017 dans ses articles 44 et 45 prévoit deux nouvelles dispositions en matière de taxe de séjour applicables au 1^{er} janvier 2019 :

- La première, définie à l'article L.2333-34 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), prévoit une généralisation de la collecte dès le 1^{er} janvier 2019 par l'ensemble des professionnels qui, par voie électronique, assurent un service de réservation, de location ou de mise en relation en vue de la location et qui sont intermédiaires de paiement pour le compte des loueurs non professionnels. Dans ce cadre, la Métropole a pris contact avec les opérateurs concernés pour engager une démarche partenariale et s'assurer de la mise en œuvre effective de cette disposition.

Pour les loueurs professionnels et pour les loueurs non professionnels lorsqu'ils ne sont pas intermédiaires de paiement, la collecte est également possible sous réserve que l'opérateur ait été habilité par ces derniers.

- La seconde concerne la tarification pour les hébergements non-classés ou en attente de classement. Les articles L.2333-30 et L.2333-41 du CGCT prévoient en effet que le tarif applicable par personne et par nuit est compris entre 1% et 5% du coût par personne de la nuit dans la limite du tarif le plus élevé adopté par l'entité ou, s'il est inférieur à ce dernier, du tarif plafond applicable aux hôtels de tourisme 4 étoiles. Le tarif le plus élevé adopté par la Métropole est de 4€ pour la catégorie des palaces. Le montant de la taxe de séjour calculé par application du pourcentage sera donc plafonné au tarif plafond applicable aux hôtels de tourisme 4 étoiles, soit 2,30€ pour la part intercommunale et 2,53€ part départementale incluse.

Le taux applicable pour les hébergements non classés ou en attente de classement au 1^{er} janvier 2019 est arrêté à 3%. Ce taux permet de ménager une équité avec les hébergements classés et une relative équivalence avec le tarif précédemment adopté.

Cette nouvelle tarification s'accompagne d'une refonte du barème applicable aux différentes catégories d'hébergements. Les emplacements dans les aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristique, qui faisaient partie de la catégorie tarifaire des établissements classés 1 étoile, feront désormais partie de la catégorie des terrains de camping et de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles. La notion d'hébergements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes est supprimée de l'ensemble des catégories à l'exception des hébergements de plein air.

Par ailleurs, les six mois d'exercice de la taxe de séjour métropolitaine ont permis de constater une adhésion

des hébergeurs et une augmentation de leur nombre. La collecte de la taxe de séjour a également pu être mise en œuvre par les plateformes Abritel et Homelidays sur la commune de Montpellier dès le 1^{er} janvier et sur les autres communes du territoire à compter du 15 mars, et sera étendue par Airbnb à l'ensemble du périmètre au 1^{er} juillet. Ces partenariats facilitent la gestion des hébergeurs et permettent à la Métropole d'aborder positivement la généralisation de la collecte par les plateformes de réservation et de paiement. La tarification forfaitaire des campings n'apparaît en revanche pas adaptée à la réalité économique des campings du territoire. Il est donc proposé une taxe de séjour au réel pour cette catégorie d'hébergement à compter du 1^{er} janvier 2019.

En conséquence, conformément aux articles L.2333-30 et L.2333-41 du CGCT, le barème suivant est appliqué à partir du 1^{er} janvier 2019 :

Catégories d'hébergements	Tarif Métropole	TA CD 34	Tarif taxe
Palaces	4,00 €	0,40 €	4,40 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	2,73 €	0,27 €	3,00 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1,82 €	0,18 €	2,00 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1,36 €	0,14 €	1,50 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,90 €	0,09 €	0,99 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes,	0,64 €	0,06 €	0,70 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,55 €	0,05 €	0,60 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €	0,02 €	0,22 €
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	3%	10% du montant de taxe de séjour précédemment calculé correspondant à un taux de 0,3%	3,3%

Les autres dispositions de la délibération n°14854 du 27 septembre 2017 restent applicables.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les évolutions des modalités d'application de la taxe de séjour intercommunale à compter du 1^{er}

janvier 2019,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix


Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-48080-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.